

▼ Publicité

**LE MATIN.ma**

mise à jour : 06 juillet 2010, 15h22 GMT

ACCUEIL

ACTUALITÉ

SERVICES

PRATIQUE

ARCHIVES

RSS

lematin.ma > société

Objectifs du Millénaire**Les associations appellent à plus de concertation****Organisation d'une série de rencontres pour débattre sur les politiques nationales de développement.**

Publié le : 06.05.2010 | 16h27

Dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour 2015, chaque gouvernement doit rédiger tous les deux ans un rapport national. Seulement, l'Etat seul ne peut réaliser ce rapport sans l'accompagnement du mouvement associatif. C'est dans ce sens, que l'Espace associatif à Rabat a lancé dernièrement un cycle de huit tables rondes sur les OMD en partenariat avec l'ONG espagnole «Association pour la Coopération avec le Sud» (ACSUR).

Lors de la première table ronde organisée sur l'objectif 8 des OMD, relatif à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, plusieurs intervenants ont pointé du doigt, l'absence d'un organisme indépendant d'évaluation des politiques nationales de développement. D'autres ont déploré l'absence des associations dans l'élaboration des politiques nationales relatives à la réalisation des OMD. «Nous ne commençons à parler des Objectifs des OMD qu'au moment de rédiger le rapport national. Notre politique de développement n'est pas concertée», a lancé un invité à cette rencontre.

De son côté, un intervenant a déploré le manque de capitalisation des expériences dans ce domaine. Pour combler ce retard, le Maroc doit lancer un grand débat sur le développement. L'éparpillement des acteurs de développement coûte cher au pays. «Faute de projets fiables et crédibles au Maroc, environ 15 millions de dollars reviennent chaque année aux bailleurs de fonds étrangers», a indiqué un expert en développement. Certains intervenants ont même appelé à la définition de la notion de pauvreté qui n'est pas la même pour tout le monde. Par exemple, dans l'Union européenne, une famille avec deux enfants est pauvre lorsqu'elle vit avec 2.000 euros par mois. «En revanche, au Maroc, une personne n'est pauvre que lorsqu'elle a faim», a lancé un participant. En revanche, Ahmed Bencheikh, universitaire, a expliqué que l'enquête de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) de 2008 a bien montré la faible dépendance du Maroc à l'égard de l'aide publique au développement.

«La grande majorité de l'aide au développement est financée par les Marocains eux-mêmes et non par l'étranger», a-t-il souligné. Aziz Chakir, chercheur socio-économiste à la faculté de Droit à Rabat, a, quant à lui, indiqué que «l'aide au développement est souvent versée sous forme de prêts, alors que l'opinion publique pense que cette aide est gratuite». La prochaine rencontre de ce cycle de tables rondes sur les OMD se déroulera demain 8 mai à Ourzazate. Elle aura pour thème l'éducation et la pauvreté. Elle sera suivie, le mercredi 12 mai à Beni Mellal, par une table ronde consacrée à la santé, la mortalité maternelle et infantile et le sida.

Une rencontre sur l'égalité et l'autonomie des femmes est prévue le vendredi 21 mai à Rabat. La rencontre du vendredi 28 mai à Kénitra sera dédiée à l'environnement.

La déclaration du Millénaire en l'an 2000 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, rappelons-le, est aujourd'hui une dynamique irréversible. Ces OMD résultent des recommandations de différentes conférences de l'Organisation des Nations unies (ONU). Au nombre de huit, ces objectifs sont proclamés à travers la déclaration du millénaire adoptée par 191 pays dont 147 étaient représentés par leur chef d'Etat ou gouvernement.

Aide publique

Une réduction des flux de l'aide publique au développement (APD) vers les Pays les moins avancés (PMA) est prévue, car les pays industrialisés détournent les fonds alloués à l'APD pour relancer leurs propres économies et continuer à renflouer les institutions financières qui ont été au cœur de la crise économique.

Etant donné le fort endettement des PMA, la perspective d'une réduction des flux de l'aide oblige les Etats les moins avancés à maintenir un équilibre entre l'investissement pour le développement et le remboursement des prêts, entraînant une diminution des ressources destinées aux besoins du développement.

Pour les PMA, il s'avère donc de plus en plus difficile de subvenir aux besoins économiques de base et aux droits



▼ Publicité

L'actualité

- NATION
- RÉGION
- ÉCONOMIE
- ARTS & CULTURE
- MONDE
- SOCIÉTÉ
- SPORT
- ÉDITIONS SPÉCIALES

Editions hebdomadaires

Ressources Humaines
Ces gestes qui trahissent en entretien
04.07.2010

Bourse de Casablanca

sociaux et culturels de leurs populations.

| | | |
|------------------------------------|---------------|---------------------|
| MASI | 11 771,17 pts | -0,34% |
| MADEX | 9 599,47 pts | -0,36% |
| Toutes les actions | | màj : 06/07 - 11h22 |

Repères

Majorité

- La grande majorité de l'aide au développement est financée par les Marocains eux-mêmes et non par l'étranger.
- Gâchis
- Faute de projets fiables et crédibles au Maroc, environ 15 millions de dollars reviennent chaque année aux bailleurs de fonds étrangers.
- Capitalisation
- Face au manque de capitalisation des expériences, le Maroc doit organiser un débat sur le développement.

Par Rachid Tarik | LE MATIN

Les autres titres

Votre avis

Comment jugez-vous le bilan du gouvernement jusque-là ?

- Positif
 Négatif
 Sans opinion

[Exprimez-vous](#)

[Tous les sondages](#)

lematin.ma

- Accueil
- annonceurs
- copyright
- plan du site
- contacter le matin

Actualité

- le journal en ligne
- les suppléments
- les dépêches
- les éditions spéciales
- la bourse de Casablanca

Services

- les annonces
- la newsletter
- le multimédia
- les sondages
- le divertissement

Pratique

- la météo
- télévision
- cinéma
- pharmacies de garde
- les horaires de prière



Flux RSS
Abonnez-vous maintenant

Droits de reproduction et de diffusion réservés
©lematin.ma 2001-2010